

L'INDEPENDÈNCIA SUSPENDUE À UNE IMPROBABLE MÉDIATION

« La Catalogne a gagné le droit d'être un Etat indépendant », clame le président de la Generalitat. Carles Puigdemont laisse toutefois la porte ouverte à une négociation. Avec les mêmes acteurs qu'aujourd'hui, ses chances de succès sont infimes.

PAR GÉRALD PAPY

Il savait qu'il prononçait un discours historique. Il a donc pris le temps d'expliquer le long mûrissement des revendications catalanes et les entraves mises à leur concrétisation par les gouvernements successifs à Madrid et par le Tribunal constitutionnel espagnol. Il a aussi voulu rassurer ses – encore – compatriotes en assurant que « nous ne sommes pas des délinquants, des fous ou des putschistes ». Mais il n'a pas pour autant dérivé de l'objectif poursuivi par le gouvernement régional, que le résultat du référendum du 1^{er} octobre a conforté selon lui : « La Catalogne s'est donné le droit d'être un Etat indépendant » sous forme d'une république, a scandé le président de la Generalitat Carles Puigdemont, au soir du mardi 10 octobre devant un parlement divisé à l'image de la société. Pour démontrer le sens des responsabilités qui anime tous les Catalans, auxquels il s'est

souvent référé, le chef du gouvernement régional a cependant annoncé la suspension de la déclaration formelle d'indépendance, de quoi donner une chance au dialogue, à des médiations internationales peut-être. Ce discours n'incline cependant pas à l'optimisme vu l'intransigeance exprimée jusqu'à présent par Madrid. Le 4 octobre, Carles Puigdemont avait fait montre de la même disposition au lendemain d'un cinglant discours du roi Felipe VI (*lire page 62*) et le Premier ministre Mariano Rajoy lui avait opposé une fin de non-recevoir.

Une troisième voie est pourtant possible si les deux parties acceptent réellement de dialoguer. En l'état actuel, le régime d'autonomies qu'organise la Constitution espagnole de 1978 autorise des approfondissements du statut réservé à la Catalogne. Le Pays basque, par exemple, dispose de la capacité de lever un impôt régional dont il restitue une part à Madrid. Une révision constitutionnelle – la Belgique en est friande – est aussi envisageable sans mettre en péril l'unité de l'Etat. Bref, les pistes existent pour →

→ autant que les politiques, de part et d'autre, aient la volonté de les explorer.

Avertissements entendus ?

Carles Puigdemont et le gouvernement régional, en ne posant pas encore de geste définitif de rupture, ont sans doute voulu prendre en considération les deux avertissements lancés aux indépendantistes forcenés ces derniers jours, ceux de la rue et des banques. Le dimanche 8 octobre, de 350 000 à 950 000 Catalans opposés à une sécession ont défilé à Barcelone. Un succès dans une région où « s'est construit un récit nationaliste qui a muselé toute voix critique », selon l'ancien professeur de droit constitutionnel Francesc de Carreras interrogé récemment par *Le Monde*. Mais, à l'image de la classe politique, les anti-indépendantistes sont eux-mêmes divisés entre tenants du refus de discussion formulé au gouvernement catalan par le Parti populaire et les partisans d'une voie médiane négociée qui fédérerait une majorité de détracteurs du statu quo.

Certains manifestants du 8 octobre puisaient aussi leur motivation dans la crainte de la récession économique que fait peser le processus d'indépendance sur la Catalogne. L'attitude de l'Union européenne est apparue significative à beaucoup sur les difficultés à redouter d'un cavalier seul. Aucun Etat européen n'a osé se désolidariser du Premier ministre espagnol dans son bras de fer avec Barcelone, même si ses méthodes interpellent. Traduisez : la Catalogne a beau répondre à beaucoup de critères d'adhé-

sion, surtout économiques, il lui faudra pourtant remplir le fastidieux parcours d'intégration demandé à tout nouveau candidat à l'Union européenne, avec l'épée de Damoclès supplémentaire que constituera la capacité de nuisance d'un vénérable membre, même affaibli, comme l'Espagne. Dans ce contexte, le transfert hors de Catalogne des sièges des banques Sabadell et Caixa, annoncé fin de la semaine dernière, a dû avoir l'effet d'un coup de semonce.

Mais celui-ci ne fera sans doute que retarder l'inéluctable course vers l'indépendance catalane sauf à envisager que les actuels dirigeants, à Madrid ou à Barcelone, cèdent le flambeau à des responsables davantage disposés au dialogue et à la faveur d'élections anticipées. ♦

Le souvenir de 1714

Dans les tribunes du FC Barcelone, il arrive que les supporters applaudissent à tout rompre après 17 minutes et 14 secondes de jeu. C'est une référence très politique à la « fête nationale » de la Catalogne qui commémore le siège de Barcelone en 1714, dernier épisode de la guerre de succession d'Espagne. A la mort du roi Charles II sans descendance en 1700, deux grandes familles se disputent l'héritage, les Habsbourg qui coalisent l'Autriche, l'Angleterre, le Portugal... et les Bourbons qui rassemblent la France et l'Espagne. Cette rivalité déclenche une guerre européenne qui durera plus de dix ans, entraînera des recompositions territoriales jusque dans nos territoires qui passent alors d'une tutelle espagnole à une autrichienne et trouvera son terme à Barcelone. L'armée des Bourbons y assiége les dernières troupes fidèles aux Habsbourg et des Catalans séduits par l'autonomie que ces derniers leur ont promise.

Le 11 septembre 1714, Barcelone tombe sous le « joug » des Bourbons qui règnent toujours à Madrid aujourd'hui. Dans *Victus* (Actes Sud, 2013), histoire romancée de la bataille, l'écrivain Albert Sánchez Piñol relate l'ultime et vaine négociation pour une reddition des Catalans. « Don Antonio (NDLR : Antonio de Villarreal, commandant militaire de Barcelone) commença par dire que l'occasion était unique. [...] Nous pouvions sauver au moins la ville et ses habitants. La négociation n'était pas l'affaire des militaires, mais des politiciens. Notre tâche consistait à faire comprendre au gouvernement qu'il ne pouvait laisser passer une telle occasion, la dernière, d'éviter une catastrophe ». Malgré la pression, cette fois-ci, des hommes d'affaires et non des militaires, les Catalans ont gardé, 303 ans plus tard, le même esprit de résistance. Avec la différence que la médiation de Madrid et des Bourbons, cette fois, n'est pas venue.

LE PARI DE FELIPE

En décidant de se montrer intransigeant à l'égard des indépendantistes catalans, le roi a engagé la monarchie dans un bras de fer.

PAR CLAIRE CHARTIER

est loin, le temps où Felipe VI, tout jeune roi, débarquait en Catalogne au volant d'une Seat Ibiza avec le chef du gouvernement autonome de l'époque, Artur Mas, comme copilote, à l'occasion des 30 ans du modèle fétiche de la marque. Mas a cédé la place à Carles Puigdemont, un référendum illégal pour l'indépendance de la province a eu lieu, et le discret souverain d'Espagne a décidé de prononcer un discours d'une exceptionnelle fermeté à la télévision, le 3 octobre, accusant ces séparatistes « hors la loi » de briser en deux la société catalane. Après trois ans de règne, voilà le sobre Felipe soumis à l'épreuve du feu : le fils de Juan Carlos saura-t-il incarner l'unité du royaume – fonction essen-

tielle de la monarchie espagnole – dans une péninsule mosaïque de 17 régions, aussi disparates économiquement que culturellement ?

Le 19 juin 2014, jour de son couronnement, Felipe VI salue la foule, du haut de son mètre nonante-sept, dans une Rolls-Royce Phantom IV remontant la Gran Via de Madrid. L'héritier du trône à la raie sur le côté toujours impeccable s'est préparé depuis l'enfance : master en relations internationales à Washington, études de droit et formation militaire en Espagne... Les frasques à la Harry d'Angleterre ? Passon genre. Lorsque ce « voileux » aguerri s'est enamouré d'un mannequin norvégien, il a su renvoyer la belle à ses tenues olé olé à la demande de la famille royale. Il est vrai que Juan Carlos faisait déjà le show de son côté.

Depuis des années, les revues à potins rapportaient les incartades du vieux monarque. Jusqu'à ce printemps 2012, où Sa Majesté se fractura la hanche alors qu'il chassait l'éléphant au Botswana en galante compagnie. Les Espagnols auraient préféré qu'il chassât les licenciements. Pour couronner le tout, un an plus tard, la princesse Cristina était mise en examen au côté de son mari dans une sale affaire de détournement de fonds publics...

Devant pareil désastre, Felipe VI lança son opération « mains propres ». Il demanda un audit extérieur des comptes du palais de la Zarzuela, instaura un code de conduite pour les membres de la famille, baissa son salaire de 20 %... Plus symbolique encore, il obligea sa sœur Cristina à abandonner son titre de duchesse de Palma, avant de couper les ponts avec elle. Felipe VI inaugurait sa « monarchie rénovée, en accord avec les temps nouveaux ». « Maintenant, lorsque les voitures officielles sortent de la Zarzuela, elles s'arrêtent au feu rouge. Avant, elles passaient », raconte l'un de ses conseillers (1). Victimes du terrorisme, femmes battues ou homosexuels et « trans » furent reçus au palais. Lors de la grave crise politique de 2015, alors que les partis ne parvenaient pas à s'entendre pour la présidence du gouvernement, il se garda de proposer lui-même une personnalité afin de renvoyer chacun à ses responsabilités. Prudent, bossueur, à l'écoute : la formule fit des miracles, si l'on en juge par le niveau de popularité de la monarchie, revenu à celui des années 1990 avec une note de 6,4 sur 10, le souverain de 49 ans obtenant lui-même un

7,3 (2). Score plus qu'honorable dans un pays où un tiers des habitants se disent « républicains ».

Certains gestes ont néanmoins surpris. Pourquoi Juan Carlos n'a-t-il pas été convié le 28 juin dernier à la célébration des 40 ans des premières élections démocratiques après la dictature franquiste, alors que lui-même en fut l'un des acteurs majeurs ? « Le protocole », a rétorqué la Zarzuela. Hors cercles officiels, on évoque plutôt les mauvaises relations entre le père et le fils. Certains reprochent aussi à Felipe le côté soporifique de ses interventions et son manque d'empathie, accentué par la froideur de son épouse, Letizia. « Lors de son discours de Noël 2015, il s'était installé dans la salle du trône, symbole de la grandeur de la monarchie, alors que les Espagnols étaient au fond du trou avec la crise ! » s'étonne une journaliste, spécialiste des familles royales. La chroniqueuse se souvient d'un déplacement de Juan Carlos et de Sofia au sud de Madrid. « Ils s'étaient assis dans la cabane d'un patriarche gitan. Je ne suis pas sûre que Felipe, tout préparé qu'il est, soit capable d'en faire autant. »

Le soir du 3 octobre, Felipe, d'un ton à peine plus vif qu'à l'ordinaire, a surpris les Espagnols par son rappel à la loi. Mais pas un mot pour le sentiment populaire séparatiste ni sur les violences policières durant le référendum. Il ne s'est adressé qu'aux Catalans fidèles à l'Espagne. Ses adversaires y ont vu la preuve qu'il roulait pour le gouvernement droitier de Madrid, contrairement au rôle d'« arbitre » que lui confère la Constitution. La réalité est plus complexe. Dès l'instant où les

institutions ne fonctionnent plus normalement, le souverain n'a d'autre choix que de défendre cette même Constitution. Felipe VI est, en outre, le premier roi constitutionnel de la péninsule, son père ayant été porté sur le trône par Franco et ses prédécesseurs par la loi de succession. « Il sait que la monarchie espagnole n'a de justification que si elle permet le bon fonctionnement de la Constitution », souligne l'historien Benoît Pellistrandi (auteur d'*Histoire de l'Espagne*, Perrin). Sa défense du cadre démocratique s'inscrit dans la lignée du discours de Juan Carlos, le 24 février 1981, condamnant à la télévision la tentative de putsch militaire. « Felipe n'a choisi aucun camp, sinon celui de la loi, qui est aussi celui de plus des trois quarts des députés du Parlement espagnol, renchérit Javier Ayuso, directeur adjoint du quotidien *El País*. Il a eu raison d'opter pour la fermeté, car le moment le commandait. »

Ces dernières années, Felipe n'a eu de cesse d'agir en coulisse pour apaiser les tensions. Une fois par mois, il se rendait

en Catalogne, rencontrant discrètement des représentants de la société catalane en marge d'actes officiels. Par son discours, le souverain, qui fut – ironie de l'histoire – le porte-drapeau de l'Espagne aux JO de 1992, à Barcelone, a réveillé le camp des antiséparatistes catalans, descendus massivement dans la rue le 8 octobre. Sans doute l'espérait-il au même titre qu'un rééquilibrage des forces dans l'espace public et médiatique de la région, jusque-là dominé par les militants indépendantistes. « Le problème est que Felipe n'a pas une classe politique à la hauteur, analyse Benoît Pellistrandi. Juan Carlos, lui, a eu cette chance. » ♦

(1) *El País semanal*, 28 juin 2015.

(2) Sondage El Español-SocioMétrica, janvier 2017.

**Ces dernières années,
Felipe n'a eu de cesse
d'agir en coulisse pour
apaiser les tensions**